

## **Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique**

*Convention collective de travail du 6 novembre 2001*

Fixation de certaines conditions de travail pour les employés de l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Flandre occidentale

### **Article 1 - Disposition générale**

La présente convention collective de travail est conclue en exécution de l'accord interprofessionnel du 22 décembre 2000 et de l'accord sectoriel national 2001-2002 du 26 mars 2001 pour les employés de l'industrie chimique relatif à l'évolution du coût salarial, à la formation permanente et à l'emploi.

### **Article 2 - Champ d'application**

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux employés barémisés des entreprises qui sont établies dans la province de Flandre occidentale et qui ressortissent à la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique du chef de leur activité en matière de transformation de matières plastiques.

### **Article 3 - Durée de validité**

La présente convention collective de travail entre en vigueur le 1er juillet 2001 et cesse d'être en vigueur le 30 juin 2003, à l'exception de l'article 5 §1 qui est valable du 1er janvier 2002 au 31 décembre 2003 et de l'article 5 §2 qui est valable du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002, à condition que les dispositions légales actuelles en matière de prépension restent en vigueur.

### **Article 4 - Sécurité d'emploi**

Les employeurs poursuivront pendant la durée de la présente convention collective de travail la politique en faveur de l'emploi menée jusqu'à présent. Dans le cas de licenciements pour raisons économiques, une information sera donnée à la délégation syndicale, ou, à défaut, au conseil d'entreprise, ou, à défaut, au comité pour la prévention et la protection.

A cette occasion, d'éventuelles alternatives seront discutées afin d'éviter des licenciements.

### **Article 5 - Prépension - Convention collective de travail n°17 du Conseil national du travail**

§1er. Pour la période allant du 1er janvier 2002 jusqu'au 31 décembre 2003, la possibilité de prendre la prépension aux conditions de la convention collective de travail n°17 est prorogée, et limitée aux employés qui, pendant la période susmentionnée, ont atteint l'âge de 58 ans ou plus. Cet article n'est valable qu'à condition que les dispositions nationales actuelles restent en vigueur.

§2. En application de la convention collective de travail sectorielle conclue le 10 juillet 2001 en Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique et pour une période limitée du 1er janvier 2001 au 31 décembre 2002, le régime de prépension prévu par la convention collective de travail n°17 précitée est étendu aux employés qui:

1° ont atteint l'âge de 56 ans ou plus, ou l'atteindront au plus tard le 31 décembre 2002;

2° satisfont aux conditions en vigueur en la matière.

Les procédures et modalités en la matière sont celles prévues par la convention collective de travail n°17 précitée et par la convention collective de travail sectorielle précitée conclue le 10 juillet 2001.

NEERLEGGING-BUREAU REGISTR.-ENREGISTR.  
07-11-2001 2001 NR.  
CP207 - plastics West-Vlaanderen 2001-2002 N°

59858/10/207

## **Mesures relatives à l'interruption de carrière, au crédit-temps et à la formation**

### **Article 6 – Interruption de carrière**

Les accords existants, tels que prévus à l'article 6, § 1 à 5 de la cct du 3 août 1999 conclue en Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, portant fixation de certaines conditions de travail pour les employés de l'industrie transformatrice de matières plastiques de la province de Flandre occidentale, restent d'application jusqu'au 31 décembre 2001.

### **Article 7 – Crédit-temps**

§1er. Le droit au crédit-temps, prévu par la CCT n° 77 conclue le 14 février 2001 au Conseil national du travail, instaurant, à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002, un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est, en exécution de l'accord national du 26 mars 2001 conclu en Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique, étendu à une durée maximale de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

Durant la première année, l'exercice de ce droit au crédit-temps doit être appliqué par périodes minimales de 3 mois, conformément à la CCT n° 77 précitée.

De la deuxième à la cinquième année, les conditions suivantes doivent chacune être remplies, sauf si d'autres accords ont été conclus au niveau de l'entreprise :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'un an
- les employés qui souhaitent faire usage du droit au crédit-temps doivent compter au moins cinq ans d'ancienneté.

§2. Le seuil pour que puisse être exercé simultanément le droit au crédit-temps, à la diminution de carrière ou à la réduction des prestations de travail à mi-temps conformément aux dispositions de la cct n° 77 est fixé à 5% de l'effectif employés occupé dans l'entreprise.

§3. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et jusqu'à l'expiration de la présente convention collective de travail est instauré le droit à une réduction des prestations de travail à mi-temps à partir de l'âge de 50 ans, et ce en plus du seuil fixé au §2.

§4. A partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 et jusqu'à l'expiration de la présente cct est prévue la possibilité d'une réduction des prestations de travail à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans, et ce moyennant l'attribution d'une indemnité de sécurité d'existence brute de 136,34 € (5.500 BEF) par mois à charge de l'employeur. Cette indemnité est payée jusqu'à l'âge de 60 ans.

§5. L'exercice des droits prévus aux paragraphes précédents ne peut entraîner de perturbation dans l'organisation du travail.

### **Article 8 - Formation**

Pour la durée de la présente convention collective de travail est consenti un effort pour la formation dans le but d'atteindre 1,3% de la masse salariale pour l'ensemble des entreprises concernées. Il est, tant pour la formation professionnelle interne que pour la formation professionnelle externe, tendu vers la possibilité d'en prévoir pour toutes les catégories du personnel employé, mais en accordant une attention particulière aux employés les moins qualifiés. Est prévue une évaluation annuelle et une discussion du programme prévu au sein du conseil d'entreprise, ou, à défaut, avec la délégation syndicale.

### **Article 9 - Pouvoir d'achat**

§1er. Une augmentation de l'appointement mensuel de 1000 BEF en 2001 et de 1,2% en 2002 est appliquée.

§2. Ces augmentations sont appliquées à la date habituelle dans l'entreprise ou, à défaut d'un usage fixe, à partir du 1er juillet 2001 pour l'année 2001 et à partir du 1er juillet 2002 pour l'année 2002.

§3. Les augmentations d'appointements qui ont déjà été octroyées en 2001 ou qui sont payées avant le 1er juillet 2002 pour l'année 2002, sont considérées comme une avance et viennent en déduction des augmentations précitées.

§4. Les augmentations d'appointements qui reposent seulement sur l'obligation de respecter le barème minimum de l'industrie chimique ne viennent pas en déduction des montants mentionnés au §1er.

§5. L'augmentation d'appointements définie à l'article 6 de l'Accord national sectoriel du 26 mars 2001 est remplacée par l'augmentation d'appointements prévue au §1er.

#### Article 10 - Congé d'ancienneté

A valoir sur toute réduction éventuelle future de la durée du travail, sous quelque forme que ce soit, il est accordé à partir de 2002 un jour de congé payé supplémentaire par année civile aux employés ayant 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise. Ce jour est porté en déduction des avantages équivalents déjà existants.

Ceci porte le total à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2002 à :

1 jour de congé payé	après 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise
1 jour de congé payé supplémentaire	après 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise
1 jour de congé payé supplémentaire	après 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise.

Soit, au total, un maximum de 3 jours de congé payés par année civile.

#### Stress – CCT n° 72 du CNT

**Article 11** - Conformément au point 9 de l'accord interprofessionnel précité, les parties signataires soulignent l'importance, pour le bien-être des employés et pour le bon fonctionnement de l'entreprise, de la cct n° 72 conclue au CNT. Ils s'associent à la recommandation de la cct n° 72 précitée de concrétiser dans la pratique les propositions avancées dans cette cct, et attirent l'attention sur l'apport positif qui peut émaner des services de prévention.

#### Passage à l'euro

**Article 12** - Les articles ou éléments d'articles figurant à la première ligne ainsi que dans la première et quatrième colonne de la (ou des) ligne(s) suivante(s) du tableau ci-dessous, se rapportent à la présente convention collective de travail.

Pour les montants exprimés en euro dans la deuxième colonne du tableau, les montants exprimés en francs belges dans la troisième colonne sont valables à partir du jour d'entrée en vigueur de la présente convention collective de travail jusqu'au 31 décembre 2001.

Art. 7		Art. 7	
	EUR	BEF	
§4	136,34	5.500,00	§4

  

Art. 9		Art. 9	
	EUR	BEF	
§1er	24,79	1.000,00	§1

#### Conventions existantes et paix sociale

**Art. 13** - Toutes les dispositions des cct précédentes, qui ne sont pas uniques ou qui n'ont pas été modifiées ou supprimées par la présente cct, sont maintenues pour la durée de cette cct.

La paix sociale demeure garantie pour toute la durée de la présente cct.

Les parties signataires prient la Commission paritaire pour employés de l'industrie chimique de demander pour cette CCT la force obligatoire.

**Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid**

*Collectieve arbeidsovereenkomst van 6 november 2001*

Vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor bedienden van de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie West-Vlaanderen.

**Artikel 1 - Algemene bepaling**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten in uitvoering van het interprofessioneel akkoord van 22 december 2000 en van het nationaal akkoord 2001-2002 betreffende loonkostontwikkeling, permanente vorming en tewerkstelling gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid op 26 maart 2001.

**Artikel 2 - Toepassingsgebied**

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de baremieke bedienden, in de ondernemingen gelegen in de provincie West-Vlaanderen die ressorteren onder het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid uit hoofde van hun bedrijvigheid inzake verwerking van kunststof.

**Artikel 3 - Geldigheidsduur**

Deze CAO treedt in werking op 1 juli 2001 en houdt op van kracht te zijn op 30 juni 2003, met uitzondering van artikel 5 § 1 dat geldig is van 1 januari 2002 tot en met 31 december 2003 en artikel 5 § 2 dat geldig is van 1 januari 2001 tot en met 31 december 2002, voor zover de huidige wettelijke regelingen inzake brugpensioenen van kracht blijven.

**Artikel 4 - Werkzekerheid**

De werkgevers zullen tijdens de duur van onderhavige CAO de gevoerde tewerkstellingspolitiek verder zetten. Ingeval van ontslagen wegens economische redenen zal informatie verstrekt worden aan de Syndicale Delegatie, of bij ontstentenis ervan aan de Ondernemingsraad, of bij ontstentenis ervan aan het Comité voor Preventie en Bescherming.

Bij deze gelegenheid zullen mogelijke alternatieven om ontslagen te vermijden besproken worden.

**Artikel 5 - Brugpensioenen - CAO nr. 17 van de NA**

§1. Voor de periode gaande van 1 januari 2002 tot en met 31 december 2003 wordt de mogelijkheid om met brugpensioenen te gaan aan de voorwaarden van CAO 17, verlengd, en beperkt tot de bedienden die tijdens bovenvermelde periode 58 jaar en meer worden. Dit artikel is slechts geldig voor zover de huidige wettelijke regelingen van kracht blijven.

§2. In toepassing van de sectorale collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 10 juli 2001 in de schoot van het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid en voor de periode beperkt tussen 1 januari 2001 en 31 december 2002, wordt de brugpensioenregeling, zoals voorzien in bovenvermelde CAO nr. 17, uitgebreid tot de bedienden die:

- 1° de leeftijd van 56 jaar of meer hebben bereikt of zullen bereiken uiterlijk op 31 december 2002.
- 2° voldoen aan de ter zake geldende voorwaarden.

De procedures en modaliteiten ter zake zijn deze die door bovenvermelde CAO nr. 17 en door bovenvermelde sectorale CAO gesloten op 10 juli 2001, voorzien zijn.

NEERLEGGING-DEPOT	REGISTR.-ENREGISTR.	
07-11-2001	20-11-2001	NR. N°

59 858/10/207

## **Maatregelen inzake loopbaanonderbreking/ tijdskrediet/ vorming**

### **Artikel 6 - Loopbaanonderbreking**

De bestaande afspraken, zoals voorzien in de artikel 6, § 1 tot en met § 5 van de CAO van 3 augustus 1999 gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid houdende vaststelling van sommige arbeidsvoorwaarden voor bedienden uit de kunststofverwerkende nijverheid van de provincie West-Vlaanderen, blijven van toepassing tot 31 december 2001.

### **Artikel 7 – Tijdskrediet**

§ 1. Het recht op tijdskrediet, voorzien door de CAO nr. 77 gesloten op 14 februari 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tot invoering, vanaf 1 januari 2002, van een stelsel van tijdskrediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking, wordt, in navolging van het nationaal akkoord van 26 maart 2001 gesloten in het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid, uitgebreid tot een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijdskrediet, overeenkomstig voornoemde CAO nr. 77, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de onderneming dienen, van het tweede tot en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden:

- ⇒ het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per periode van één jaar
- ⇒ de bedienden die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijf jaar anciënniteit bereikt te hebben.

§ 2. De drempel voor de gelijktijdige uitoefening van het recht op tijdskrediet, loopbaanvermindering of vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking conform de bepalingen van CAO nr. 77 wordt vastgelegd op 5 % van het bediendenbestand in de onderneming.

§ 3. Vanaf 1 januari 2002 wordt, voor de verdere duurtijd van deze CAO, het recht op een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking toegekend vanaf de leeftijd van 50 jaar en dit boven de drempel bepaald in § 2.

§ 4. Vanaf 1 januari 2002 wordt, voor de verdere duurtijd van deze CAO, de mogelijkheid voorzien op een vermindering van de arbeidsprestaties tot een halftijdse betrekking vanaf de leeftijd van 55 jaar en mits de toekenning van een bruto bestaanszekerheidsvergoeding van 136,34 € (5.500 BEF) per maand ten laste van de werkgever. Deze vergoeding wordt betaald tot op het ogenblik van het bereiken van de leeftijd van 60 jaar.

§ 5. De uitoefening van de rechten voorzien in de voorgaande paragrafen mag geen verstoring van de arbeidsorganisatie met zich meebrengen.

### **Artikel 8 - Vorming**

Voor de duurtijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt een inspanning voor vorming gedaan met als streefdoel 1,3 % van de loonmassa voor het geheel van de betrokken ondernemingen. Er wordt zowel voor de interne als voor de externe beroepsopleiding gestreefd naar de mogelijkheid om dit voor alle categorieën van het bediendenpersoneel te voorzien, maar met een bijzondere aandacht voor de laaggeschoolden. Er wordt een jaarlijkse evaluatie en bespreking van het programma voorzien in de Ondernemingsraad of bij ontstentenis met de syndicale afvaardiging.

### **Artikel 9 - Koopkracht**

- § 1. Er wordt een verhoging van de maandwedde toegepast van 1000 BEF in 2001 en van 1,2 % in 2002.
- § 2. Deze verhogingen worden toegepast op de datum die gebruikelijk is in de onderneming of bij gebrek aan een vast gebruik, per 1 juli 2001 voor het jaar 2001 en per 1 juli 2002 voor het jaar 2002.
- § 3. Weddeverhogingen die reeds in 2001 werden toegekend of die voor het jaar 2002 voor 1 juli 2002 worden betaald, worden beschouwd als voorafbetaling en komen in mindering van bovenvermelde verhogingen.
- § 4. Weddeverhogingen die enkel steunen op de verplichting om het minimumbarema van de chemische nijverheid te eerbiedigen, komen niet in mindering van de in § 1 en § 2 vermelde bedragen.
- § 5. De weddeverhoging, zoals bepaald door artikel 6 van het Nationaal Sectoraal Akkoord van 26 maart 2001, wordt door de weddenverhoging voorzien in § 1 vervangen.

**Artikel 10 - Anciënniteitverlof**

Als voorafname op een eventueel toekomstige arbeidsduurverkorting onder welke vorm ook, wordt een bijkomende betaalde vrije dag, per kalenderjaar, toegekend vanaf 2002, na 15 jaar anciënniteit in de onderneming. Deze dag wordt in mindering gebracht van reeds bestaande gelijkaardige voordelen. Dit brengt het totaal vanaf 1 januari 2002 op:

- 1 betaalde vrije dag na 10 jaar anciënniteit in de onderneming
  - 1 bijkomende betaalde vrije dag na 15 jaar anciënniteit in de onderneming
  - 1 bijkomende betaalde vrije dag na 20 jaar anciënniteit in de onderneming.
- Een totaal van maximum 3 betaalde vrije dagen per kalenderjaar.

**Stress – CAO nr. 72 van de NA**

**Art. 11.** Overeenkomstig punt 9 van het voornoemd interprofessioneel akkoord, wijzen de ondertekenende partijen op de belangrijkheid van de CAO nr. 72 gesloten in de NA, voor het welzijn van de bedienden en voor de goede werking van de onderneming. Zij sluiten zich aan bij de aanbeveling van voornoemde CAO nr. 72 om de in deze CAO naar voor gebrachte voorstellen in praktijk om te zetten en vestigen de aandacht op de positieve inbreng die de preventiediensten kunnen hebben.

**Overgang naar de Euro**

**Artikel 12.**

De artikelen of onderdelen ervan die in de eerste rij en de eerste en vierde kolom van de volgende rij(en) van onderstaande tabel worden vermeld, hebben betrekking op deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Voor de bedragen die in euro worden vermeld in de tweede kolom van de tabel gelden vanaf de dag van inwerkingtreding van deze collectieve arbeidsovereenkomst tot 31 december 2001 de bedragen die in Belgische frank worden vermeld in de derde kolom.

Art. 7		Art. 7	
	EUR	BEF	
§4	136,34	5.500,00	§4

  

Art. 9		Art. 9	
	EUR	BEF	
§1er	24,79	1.000,00	§1

**Bestaande overeenkomsten en sociale vrede**

**Art. 13.** Alle bepalingen van vorige collectieve arbeidsovereenkomsten, die niet eenmalig zijn of die door deze collectieve arbeidsovereenkomst niet gewijzigd of afgeschaft worden, blijven voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst behouden.

De sociale vrede wordt gewaarborgd voor de ganse duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

De ondertekenende partijen verzoeken het Paritair Comité voor de bedienden uit de scheikundige nijverheid om de bekrachtiging van deze CAO.